

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, Rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 17/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



LAGUERRE SARL

Impasse du Quesnet
Z.I.
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY

Références : UDRD-2022-05-196 KL-NA/BV

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement LAGUERRE SARL implanté Impasse du Quesnet Z.I. 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY. L'inspection a été annoncée le 15/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAGUERRE SARL
- Impasse du Quesnet Z.I. 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
- Code AIOT dans GUN : 0005801487
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société LAGUERRE fabrique des produits chimiques pour l'industrie et le bâtiment (peintures, vernis, diluants, résines, encres liquides...).

L'inspection a porté essentiellement sur la défense incendie des stockages de liquides inflammables et combustibles du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- défense incendie des stockages de liquides inflammables et combustibles – prévention et mise en oeuvre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Défense incendie - Non autonomie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43	/	Demandes n°1, 2 et 3
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9	/	Demande n°4

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Clôture - gardiennage	Arrêté Préfectoral du 23/02/1996, article 4.12	/	Sans objet
Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/1996, article 4.9	/	Sans objet
Défense incendie - extinction, détection	Arrêté Préfectoral du 23/02/1996, article 4.10	/	Sans objet
REX suite incendie de sept 2019 à Rouen	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article annexe IX	/	Sans objet
Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette inspection est de solder l'instruction de la demande de Non-Autonomie déposée par la société Laguerre qui a élaboré une stratégie de lutte contre l'incendie faisant appel aux moyens matériels et humains du SDIS.

Pour ce faire, des améliorations en terme de sécurité ont été apportées sur le site :

- * compartimentage du parc de stockage extérieur D de récipients mobiles de liquides inflammables, pour éloigner les liquides inflammables des limites de propriété et donc des tiers, et diminuer les moyens de lutte incendie nécessaires ; tous les liquides inflammables restent maintenant à être placés dans le même compartiment, sous 2 mois
- * installation de nouvelles détections infra-rouge sur les parcs extérieurs de liquides inflammables
- * constitution sur site d'une petite réserve d'eau de 25 m³, en plus des 2 poteaux incendie sur le domaine public à proximité immédiate du site pouvant délivrer en simultané 300 m³/h selon les derniers tests réalisés
- * achat d'émulseur (2000L à 3%, en plus des 800L à 6%) ; le SDIS 76 demande à l'exploitant de disposer à terme uniquement de l'émulseur de classe I utilisable à une concentration de 3% afin d'éviter tout risque d'erreur pour les intervenants (3% étant la concentration de l'émulseur utilisé par les moyens du Sdis 76)
- * définition de stratégies d'intervention avec le SDIS ; l'exploitant est invité à reprendre contact avec le service risques industriels du SDIS 76 pour finaliser la fiche d'intervention rapide FIRE et programmer un exercice avec les moyens du Sdis d'ici la fin d'année.

La Non Autonomie fait l'objet d'un autre rapport au préfet, avec proposition de prescriptions complémentaires fixées par arrêté.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Clôture - gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/1996, article 4.12
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture - gardiennage
Prescription contrôlée : L'établissement est entouré d'une clôture efficace de 2 mètres de hauteur et résistante, afin d'en interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture. Un gardiennage est assuré en dehors des heures d'ouverture (par gardien ou tout autre moyen : télésurveillance...).
Constats : Le site est effectivement entouré d'une clôture rigide d'environ 2 mètres de haut renforcée par du concertina. Des caméras (intrusion et détection incendie) sont réparties sur le site, et reliées à une société de télésurveillance Securitas, qui, en dehors des heures d'ouverture, doit assurer des rondes à fréquence régulière (2 rondes aléatoires / nuit y compris week-end et jours fériés selon les déclarations de l'exploitant), effectuer une levée de doute en cas d'alarme incendie, et alerter le SDIS et l'astreinte du site si besoin. Le gérant et le responsable de site notamment ont la retransmission de ces caméras de surveillance sur leur portable 24h/24. Les caméras sont au nombre de 16 réparties sur le site. 2 caméras infra-rouge ont été rajoutées dernièrement sur les parcs extérieurs D et J où sont stockés des liquides inflammables. Elles viennent compléter les détecteurs de fumée infra-rouge installés au niveau des stockages intérieurs et extérieurs de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/1996, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens nécessaires pour lutter contre un sinistre
Prescription contrôlée : Chaque cuve de mélange doit être équipée d'un dispositif d'extinction automatique à poudre polyvalente. Le réseau d'eau incendie doit pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 120 m3/h sous une pression de 1 bar.
Constats : Le jour de l'inspection, une extinction automatique poudre équipait le réacteur vernis positionné dans le parc J. Un extincteur se trouvait également à proximité, extincteur vérifié en 2022. 2 poteaux incendie se trouvent à proximité immédiate du site, sur le domaine dans l'impasse desservant le site. Selon le test réalisé le 25/02/2021, ces 2 poteaux délivrent en simultané 140 m3/h pour l'un et 166 m3/h pour l'autre. A noter que la société Laguerre a mis en service dernièrement une petite réserve d'eau de 25 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense incendie - extinction, détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/1996, article 4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs - détecteurs
Prescription contrôlée : Des extincteurs appropriés aux risques encourus sont disponibles sur le site en nombre suffisant. L'exploitant dispose pour l'ensemble du site d'un système de détection de feu ou de chaleur couvrant les zones à risques qui déclenche une alarme et une localisation des zones de dangers.
Constats : Des extincteurs sont répartis sur le site. Par sondage, l'inspection a vérifié un extincteur situé dans le parc J, dont le dernier contrôle était récent - 2022. Des caméras (intrusion et détection incendie) sont réparties sur le site, et reliées à une société de télésurveillance Securitas, qui, en dehors des heures d'ouverture, doit assurer des rondes à fréquence régulière (2 rondes aléatoires / nuit y compris week-end et jours fériés selon les déclarations de l'exploitant), effectuer une levée de doute en cas d'alarme incendie, et alerter le SDIS et l'astreinte du site si besoin. Le gérant et le responsable de site notamment ont la retransmission de ces caméras de surveillance sur leur portable 24h/24.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense incendie - Non autonomie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Non Autonomie
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement « , que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre »:</p> <ul style="list-style-type: none"> - « 1 : » feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - « 2 : » feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; - « 3 : » feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site « ; » « - 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 » ; <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles ».</p> <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie.</p> <p>Constats : Cet article 43 demande à ce que l'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie, pour laquelle il peut choisir entre 2 régimes de défense incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un régime d'autonomie, dès lors que l'exploitant ne fait pas appel aux services publics de secours dans sa stratégie ; il doit alors disposer, à tous moments, des moyens techniques, humains et des consommables (eau et émulseur) pour faire face seul à un incendie sur ses dépôts de liquides inflammables • un régime de non-autonomie, sous réserve de l'avis favorable du Préfet (après consultation du SDIS), dès lors que l'exploitant fait appel aux services publics de secours dans sa stratégie, de manière totale ou partielle, temporaire ou définitive. Il doit alors disposer de l'intégralité des consommables. <p>Il est à préciser qu'en cas de survenue d'un sinistre, le SDIS répond à toute demande de secours en engageant ses moyens conformément à sa mission de service public définie par l'article L1424-2 du code général des collectivités locales.</p> <p>La société Laguerre a formulé une demande de non-autonomie. Dans son plan de défense incendie remis en juin 2017 et complété en septembre 2020, la société LAGUERRE prend en compte les scénarios de référence que sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le feu du réservoir 12 de 42 m³ au niveau du parc J • le feu d'une citerne en cours de déchargement dans le parc J • feu de récipients mobiles, stockés en rack dans un bâtiment • feu de récipients mobiles, stockés en masse dans un bâtiment • feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment • feu de nappe dans une partie d'un bâtiment abritant au moins un liquide inflammable • le feu de rétention du parc D d'environ 600 m² de surface, contenant des récipients mobiles de liquides inflammables ; lors de cette inspection, il a été constaté le compartimentage de ce parc D en 2 zones de 300 m², l'une de ces zones à l'opposé des limites de propriété devant être dédiée aux liquides inflammables et combustibles, dans l'objectif de diminuer les moyens de défense incendie nécessaires en cas de problème. Toutefois, le jour de l'inspection, des liquides inflammables étaient encore stockés dans l'autre zone de 300 m² la plus proche des tiers. <p><u>Demande de l'inspection n°1 :</u> dans les plus brefs délais, et au maximum pour fin juin 2022, tous les liquides inflammables du parc D doivent être stockés dans le compartiment le plus éloigné des</p>

limites de propriété et donc des tiers.

L'exploitant a calculé les quantités d'eau et d'émulseur maximales nécessaires pour faire face à un feu de liquides inflammables (LI) sur son site, conformément à ce que demande l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.

La société LAGUERRE dispose dorénavant des quantités d'eau et d'émulseur nécessaires pour faire face à l'incendie sur ses dépôts de LI nécessitant le plus de moyens. L'exploitant a acheté 2000L d'émulseur à une concentration de 3%, pour compléter les 800L à 6% déjà présents sur site.

Demande de l'inspection et du SDIS n°2 : Le SDIS 76 demande à l'exploitant de disposer sous 6 mois uniquement de l'émulseur de classe I utilisable à une concentration de 3% afin d'éviter tout risque d'erreur pour les intervenants (3% étant la concentration de l'émulseur utilisé par les moyens du Sdis 76).

Pour répondre à l'article 43-2-4 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, l'exploitant indique disposer d'une organisation pour qu'en cas d'incendie, une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction soit sur site dans un délai maximum de 30 minutes à partir du début de l'incendie.

En ce qui concerne la stratégie d'intervention, le SDIS a indiqué disposer des moyens humains et matériels nécessaires pour faire face à un incendie sur les stockages de liquides inflammables de la société Laguerre. Par mel du 23 mai 2022, le SDIS 76 a validé la demande de non autonomie au titre de l'article 43 de l'arrêté du 3/10/2010 modifié, déposée par l'entreprise LAGUERRE.

Demande de l'inspection et du SDIS n°3 : L'exploitant est invité à reprendre contact avec le service risques industriels du SDIS 76 pour finaliser la fiche d'intervention rapide FIRE dans les meilleurs délais, et programmer un exercice avec les moyens du Sdis d'ici la fin d'année.

L'instruction de la demande de Non Autonomie en application de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié peut donc être finalisée. Via un autre rapport, l'inspection propose à Monsieur le préfet d'acter la Non Autonomie du site Laguerre au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, et de fixer des prescriptions complémentaires via un arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : REX suite incendie de sept 2019 à Rouen

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article annexe IX
Thème(s) : Risques accidentels, Mise aux normes d'installations existantes
Prescription contrôlée : Dispositions applicables aux installations existantes anciennement soumises à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié
Constats : Le site Laguerre est soumis à : <ul style="list-style-type: none">• Enregistrement sous la rubrique ICPE 4331- stockages de LI de catégorie 2 ou 3 (200 tonnes max susceptibles d'être stockées sur le site)• Déclaration sous la rubrique ICPE 4330 - stockages de LI de catégorie 1 (3 tonnes max susceptibles d'être stockées sur le site)• Déclaration sous la rubrique ICPE 1450 - stockages de solides inflammables (1 tonne max susceptible d'être stockée sur le site) Un courrier actant ce classement au regard de la nomenclature modifiée suite au décret du 03/03/2014, et prenant acte de l'antériorité, date du 12/07/2016. Les stockages de LI, installations de mélange ou d'emploi... relèvent par conséquent de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, qui a été modifié en septembre 2021 pour prendre en compte le retour d'expérience (REX) de l'incendie survenu en septembre 2019 à Rouen. L'annexe IX de cet arrêté définit les modalités d'application à la société Laguerre, dont les stockages de liquides inflammables étaient auparavant soumis à Autorisation sous la rubrique ICPE 1432. L'inspection a en particulier attiré l'attention de l'exploitant sur les problématiques suivantes: <ul style="list-style-type: none">* étude des effets thermiques à réaliser avant le 1er janvier 2024 conformément à l'annexe XI de l'arrêté du 1er juin 2015, en cas de rétention de stockages extérieurs de LI située à moins de 20 m des limites de propriété, ou en cas de bâtiment contenant des LI situé à moins de 20 m des limites de propriété. Si des effets domino supérieurs à 8 kW/m² sortent des limites de propriété et atteignent une zone faisant l'objet d'une occupation humaine, des travaux sont à prévoir pour janvier 2027.* limitation de l'utilisation des contenants fusibles pour les liquides les plus inflammables dans les délais impartis (art 11.3.II AM 1er juin 2015)* moyens de détection autour des stockages de LI pour détecter au plus vite tout départ de feu, que ce soit au niveau des stockages extérieurs comme dans les bâtiments (art 23.II.C et G) ; mise en place en dehors des heures d'exploitation d'une surveillance de l'installation par gardiennage ou télésurveillance (art 23.II.B)* définition d'une stratégie de défense incendie répondant à l'article 14* rétention des stockages extérieurs de LI en récipients mobiles répondant à l'art 22.IV pour le 1er janvier 2027* éloignement suffisant entre les liquides et solides liquéfiables combustibles et les LI, sinon des prescriptions concernant les rétentions et la défense incendie sont applicables à ces liquides et solides liquéfiables combustibles situés dans les mêmes zones de stockage que des LI (art 11.3.IV.F, 14.III.B, 22.IV)* formation du personnel sur la conduite à tenir en cas d'accident Observation : l'exploitant doit définir le cas échéant un plan d'actions à mettre en œuvre sur son site pour respecter les prescriptions de l'Arrêté Ministériel 1er juin 2015 modifiées pour prendre en compte le REX de l'incendie de septembre 2019 à Rouen, dans les délais fixés à l'annexe IX de cet arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent point II sont applicables à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Constats : Selon les informations communiquées par l'exploitant, le jour de l'inspection, étaient stockés dans les parcs D, J et G :</p> <ul style="list-style-type: none"> . 124,38 t de substances classées sous la rubrique ICPE 4331 (LI de 2e ou 3e catégorie) . 0,148 t de substances classées sous la rubrique ICPE 4330 (LI de 1e catégorie) . 0,939 t de solides inflammables 1450 <p><u>Demande de l'inspection n°4 :</u> sous 15 jours, la société Laguerre doit préciser les quantités de liquides et solides inflammables stockés sur l'ensemble de son site, afin de les comparer aux limites maximales fixées par courrier prenant acte de l'antériorité du 12/07/2016.</p> <p>La société Laguerre a indiqué lors de l'inspection disposer actuellement d'un état des matières combustibles stockées sur son site, via une extraction informatique quotidienne envoyée automatiquement sur les boîtes mails de plusieurs salariés à 5h. En cas d'accident, cette extraction serait donc disponible depuis l'extérieur du site.</p> <p>Cet état des stocks permet de déduire les quantités stockées par bâtiment, par emplacement de stockage, par article....</p> <p>L'exploitant envisage toutefois d'améliorer cet outil pour octobre 2022, en travaillant sur un fichier informatique permettant d'avoir une présentation / une synthèse par dangerosité des produits, en se basant sur des préconisations de France Chimie. L'objectif est de respecter les dispositions réglementaires de l'article 9 de l'AM 1er juin 2015 dans les délais fixés, à savoir avant le 1er janvier 2023.</p> <p>L'exploitant a indiqué disposer des fiches de données de sécurité des produits stockés sur site en</p>

versions informatiques, sur clefs USB.
Observation : l'exploitant doit disposer d'ici le 1er janvier 2023 d'un état des matières stockées permettant de répondre aux besoins d'information de la population en cas d'accident.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits. Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur.
Constats : Depuis la précédente inspection de mai 2021, des améliorations ont été apportées sur site pour que les vannes d'obturation des réseaux puissent être actionnées plus rapidement en cas d'évènement accidentel : * affichage clair de chacune des vannes * crochet de levage de la plaque positionnée au-dessus de la vanne, ajouté là où c'est nécessaire * test de chacune des vannes tous les 3 mois, tracé Le jour de l'inspection, la vanne 1 a été fermée en un temps court, par une personne de la maintenance dans le cadre d'un test demandé par nos soins
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet